

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

15 novembre 2019

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Le capitalisme promet la liberté mais il n'a que la misère à offrir

Voilà trente ans que le mur de Berlin est tombé. Ce « mur de la honte » coupait en deux Berlin Ouest et Est et matérialisait la division entre la République fédérale d'Allemagne, capitaliste, et la République démocratique allemande, qui appartenait au bloc soviétique. Il avait été érigé en 1961 pour empêcher le passage des berlinois de l'Est vers l'Ouest, attirés par les promesses du « paradis » capitaliste.

Durant l'été 1989, cent mille est-allemands avait fui à l'Ouest et les manifestations contre le régime de l'Est se multipliaient, contraignant le gouvernement de l'Est à autoriser le passage du mur à Berlin. Ce fut un immense moment de fraternisation entre les habitants des deux parties de la ville. Personne dans la foule ne songeait encore à réunifier les deux Allemagnes. Partout dans le monde la presse encensait la victoire de la « démocratie ».

Cependant, le gouvernement ouest-allemand d'Helmut Kohl y vit immédiatement l'opportunité de reprendre le contrôle de la partie est du pays. Début 1990, il décréta qu'un mark de l'Est vaudrait autant qu'un mark de l'Ouest. Les marchandises produites à l'Est devenaient du coup quatre fois plus chères à l'exportation et surtout hors de prix pour ses clients du bloc soviétique, qui en absorbaient habituellement 80%. Coupée de son marché, l'économie est-allemande ne pouvait que s'effondrer et tomber sous la coupe de l'ouest. En cinq ans, des régions entières ont été transformées en déserts économiques, toute l'industrie de l'est a été récupérée par les capitalistes ouest-allemands et 2,5 millions de travailleurs se sont retrouvés au chômage, dans un pays où cela n'existait auparavant pas.

Trente ans plus tard, l'est de l'Allemagne reste la zone la plus pauvre du pays. La précarité y sévit, le chômage y est plus haut et les salaires plus bas. L'unification a enrichi les riches occidentaux mais n'a tenu aucune promesse, ni démocratique, ni économique, vis-à-vis des travailleurs.

Certes, le régime de l'Est était une dictature. C'est ce qui a été mis en avant par tous les prétendus démocrates de la planète quand le mur est tombé. Mais au moins, chacun y avait droit à un logement, à un travail et à une pension. Les soins de santé et les études y étaient gratuits. Il y avait la queue dans les magasins et bien des marchandises occidentales y étaient introuvables. Mais

la table était toujours garnie et il ne fallait pas envoyer cent lettres de motivation pour trouver un emploi.

En Allemagne de l'est, les services secrets, la Stasi, contrôlait les faits et gestes de tous les citoyens, étouffant toute contestation dans l'œuf. Mais est-ce que les pays occidentaux sont plus démocratiques ? Aux États-Unis, la NSA enregistre et surveille toutes les communications électroniques de la planète. La lutte contre le terrorisme a justifié dans tous les pays de nouvelles attaques contre la vie privée. Et on a pu mesurer cette année encore la violence que la police est prête à utiliser contre les manifestants.

Pour un mur qui est tombé en 1989, combien ont été érigés depuis : entre Israël et la Palestine, entre les USA et le Mexique et des barbelés tout autour de l'Europe !

Mais rien de tout cela n'empêche les politiciens bourgeois qui se partagent le pouvoir sans tenir aucun compte des besoins réels de la population de continuer à prétendre que le capitalisme est un modèle de démocratie.

Le fait que la RDA, comme les autres pays du bloc de l'Est, se parait des couleurs du communisme a certainement contribué à dégoûter bien des travailleurs de cet idéal. Bien que ces régimes n'aient rien à voir avec le communisme, les intellectuels, les politiciens et les journalistes bourgeois ne se sont pas gênés pour associer communisme et dictature. Ils ont ainsi pu faire passer la chute du mur pour la chute du communisme et démoraliser ainsi toute une génération de travailleurs qui ne voient plus vers qui ou quoi se tourner pour s'organiser et se défendre. C'est une des raisons qui explique le soutien qu'obtient aujourd'hui l'extrême droite parmi la classe ouvrière en Allemagne et dans toute l'Europe.

Chômage, pauvreté, recul des luttes, démoralisation des travailleurs et montée de l'extrême droite, la chute du mur a été une catastrophe pour la classe ouvrière.

Donc, non, la chute du mur de Berlin n'a pas ouvert une nouvelle ère de liberté ! Pour que ce mot ait une signification pour tous, il faudra que le monde du travail exproprie les grands bourgeois, les industriels et les banquiers pour prendre en main la direction de l'économie et la gérer démocratiquement en fonction des besoins de tous.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

La gratuité, c'est pas pour demain...

Le débat sur la gratuité de la Stib pour les moins de 25 ans et les pensionnés vient d'être purement et simplement reporté... au printemps. Alors que les politiciens avaient enchaîné les promesses pendant les élections, tout est maintenant au point mort faute de budget. Par contre, la direction de la Stib, en la personne de son fameux Meuh Meuh, ne se gêne pas elle pour proposer une augmentation des tarifs en 2020 ! Alors que les politiciens se moquent bien de respecter leurs promesses, le nobliau aux 225 000 euros brut par an n'a aucun scrupule à augmenter le coût de la vie des travailleurs.

Les camarades en grève

Nos collègues de De Lijn sont entrés en grève il y a 8 jours dans le Brabant flamand et le 13 novembre, la grève s'est étendue à toute la Flandre. A la Stib, on connaît aussi la pénurie de personnel (les bus qui ne sortent pas faute de chauffeurs), les horaires de travail irréguliers, les planchettes pourries, l'absence de congés, l'administration défaillante du personnel, etc. etc. Comme leurs problèmes sont nos problèmes, leurs luttes sont nos luttes. Soutenons-les !

On reste au sol !

Après avoir annoncé une hausse de 4% de son bénéfice net à près 1,5 milliard d'euros, le groupe Lufthansa a le cynisme d'annoncer que Brussels Airlines devra faire des économies de plus de 160 millions d'euros à l'horizon 2022 pour augmenter sa marge bénéficiaire. Il s'agit évidemment de pousser à la porte une partie du personnel et d'augmenter la charge de travail des autres. Il est intolérable qu'on licencie dans des entreprises qui font des bénéfices ! Les travailleurs de Lufthansa sont entrés en grève le 7 novembre. Les luttes chez Ryanair ont montré que les grèves peuvent dépasser les frontières nationales et faire plier efficacement les patrons les plus arrogants.

Les luttes, ça paie

Le jeudi 7 novembre, les travailleurs des 19 communes et des 5 hôpitaux publics Iris de Bruxelles sont entrés en grève. Depuis des décennies, les gouvernements n'ont eu de cesse de faire des économies et de démanteler les services publics. Les syndicats réclament des hausses salariales et une amélioration des conditions de travail.

Les luttes récentes des travailleurs hospitaliers ont cependant fait reculer le gouvernement qui a voté un budget pour le refinancement des hôpitaux. Cet exemple nous montre que les travailleurs sont capables de briser la marche vers le démantèlement des services publics.

Les travailleurs ne sont pas des kleenex

Une vingtaine de boutiques Proximus ont fermé leurs portes le samedi 9 novembre. Les travailleurs protestent contre les annonces de licenciements de la direction. Bien que les syndicats soient satisfaits que le nombre de licenciements secs soit revu à la baisse (250), il n'est pas acceptable de licencier dans une entreprise qui fait depuis des années de juteux profits sur le dos des travailleurs et qui compte s'en débarrasser comme de vieux chiffons pour les remplacer par des jeunes. Ce qu'il faudrait, c'est le contraire : préserver l'emploi et embaucher des jeunes afin de réduire la charge de travail.

Quelle misère !

En dix ans, le nombre de sans-abri à Bruxelles a été multiplié par deux. Alors que la bourse bat des records, que les grandes entreprises annoncent des bénéfices par millions d'euros, il y a plus de quatre mille personnes qui n'ont pas d'autre endroit pour dormir qu'un carton sous un porche ou dans une station de métro.

On n'en peut plus

Insomnie, douleurs musculaires, problèmes intestinaux, c'est le lot d'un salarié sur cinq, qui se trouvent à la limite de l'épuisement, ballottés à gauche à droite par des directives contradictoires, soumis à des demandes incessantes de flexibilité, à la surcharge de travail, aux sollicitations de leur employeur sur leur smartphone, etc.

On ne peut pas attendre des patrons qu'ils s'apitoient et arrêtent de charger les travailleurs comme des baudets. Il faudra se mobiliser et dire stop à ces profits qui nous tuent à petit feu.

Les études, encore et toujours un privilège

Gratuit l'enseignement ? Pas du tout ! Minerval, sylabus, loyer du kot, train, tout cela coûte huit à douze mille euros par an. Les parents n'en ont pas toujours les moyens et même avec une bourse ou une aide du CPAS, un étudiant sur quatre doit travailler pour payer ses études. Certains en sont même réduits à se prostituer. Cela crée un cycle vicieux de surmenage et d'échecs, qui peut mener à la perte des aides sociales et à l'abandon, voire au suicide comme cet étudiant qui s'est immolé à Lyon en apprenant qu'il allait perdre sa bourse.

Et pour ceux qui tiennent le coup, c'est sans garantie que le diplôme permettra de décrocher un emploi.

Une société qui abandonne sa jeunesse ne mérite pas d'exister, il est urgent de la transformer !